

par ALAIN LAURENT*

Le CIEL (1978-1986): une belle histoire sans avenir

AL'INITIATIVE EXPLICITE du Mouvement pour l'Indépendance de l'Europe (dont le président est le très ouvert gaulliste « historique » Olivier Guichard), une sorte d'Ovni apparaît le 14 janvier 1978 dans le paysage intellectuel et politique de la France giscardienne: le Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés – qui sera vite uniquement connu par son sigle pour le moins insolite, le CIEL. Au cours d'une réunion inaugurale encore discrète tenue ce jour-là, un manifeste fondateur signé par près de 150 intellectuels européens (à large dominante française) est adopté, tandis qu'est mise en place une présidence provisoire comprenant Eugène Ionesco, Jean-Marie Domenach, François Fejtö, Philippe Sollers et Alain Ravnnes – ce dernier étant la véritable cheville ouvrière et le secrétaire général de ce nouveau Comité.

Presque aussitôt rendu public et paraissant même dans une pleine page de publicité dans *Le Monde* du 27 janvier sous le titre « La liberté ne se négocie pas – La culture contre le totalitarisme », le texte de ce manifeste se décline en quatre parties: « De l'Europe plurielle », « De la liberté et des libertés », « De la culture » et « Du refus ». Il y est notamment déclaré:

« Trop d'entre nous, installés dans le confort ou l'indignation locaux, oublient que l'Europe ne se limite pas à son occident. Emmurée, la voix des peuples de l'Europe centrale et orientale nous manque et nous requiert [...] L'Europe moderne a inventé l'individualisme. Elle a été la première à poser l'être humain individuel comme une incarnation de l'humanité tout entière, à fonder les libertés politiques et personnelles sur le respect sans discrimination de lois générales [...]. La tâche des intellectuels, aujourd'hui, est d'exiger et de défendre chacune des libertés, en veillant à ce qu'elles ne soient pas parodie, dénaturation, mais ressaisissement et accomplissement de l'indivisible liberté [...] ».

* Philosophe, essayiste et éditeur; membre fondateur et secrétaire général adjoint (1982-1985) du CIEL, rédacteur en chef de *La lettre du CIEL*.

Et ce Manifeste s'achève sur une proclamation plus engagée :

« La crise présente, son aggravation même, demeurent préférables à l'issue dont la tentation apparaît à chaque détour du doute : la certitude totalitaire... Le Comité a donc pour vocations :

- d'amener à penser, à s'exprimer et à agir ensemble les intellectuels vivant en France et décidés à défendre, à défaut d'une idéologie commune et sous bénéfice d'inventaire : le pluralisme idéologique, la diversité, l'enracinement et la spontanéité de la culture, en refusant que l'esprit humain puisse être borné, inhibé ou régenté par la dictature brutale ou insidieuse d'un "déterminisme historique"... ;
- d'étendre le champ de cette volonté et de cette réflexion aux intellectuels de l'Europe entière. »

Refus du déterminisme historique, apologie d'une pleine liberté individuelle de l'esprit, souci marqué du sort de l'Europe située de l'autre côté d'un « rideau de fer » encore bien présent : la vocation du CIEL est expressément de s'opposer au marxisme comme idéologie alors toujours dominante en France dans l'intelligentsia, et au despotisme soviétique sévissant plus que jamais dans l'Est européen. Les communistes et leurs compagnons de route ne s'y trompent pas, c'est bel et bien une inédite et grosse machine intellectuelle de guerre anti-communiste qui vient de se constituer. Ce que confirment la qualité et l'extrême diversité « idéologique » (du quasi-gauchisme anti-totalitaire à la droite conservatrice) des signataires du Manifeste, parmi lesquels figurent les plus grands noms des mondes littéraires, artistiques et académiques d'alors. Aux côtés d'acteurs et cinéastes (Jean-Louis Barrault et Madeleine Renault, Michel Bouquet, Robert Bresson, Jean-Claude Brialy, Claude Chabrol, Gérard Depardieu, Jean Desailly, Patrick Dewaere, Michael Lonsdale, Jean Negrone, Claude Piéplu, Sacha Pitoëff, Emmanuelle Riva...), de musiciens (Yvonne Lefébure, Arthur Rubinstein, Yannis Xenakis...) et d'écrivains (Fernando Arrabal, Claude Mauriac, Jean d'Ormesson, Louis Pauwels, André Pieyre de Mandiargues, Jules Roy, Claude Simon, Philippe Sollers...) se retrouvent d'illustres universitaires (Raymond Aron, Raymond Boudon, Jean-Claude Casanova, Michel Crozier, Jean Fourastié, Pierre Hassner, Cyrille Koupernik, Emmanuel Le Roy Ladurie, Thierry de Montbrial, Georges Vedel, Étienne Wolff...).

D'une certaine manière et n'exagérant qu'à peine, il serait presque plus simple de relever qui n'y est pas, hors des marxistes et de l'extrême droite (la « nouvelle droite » qui fait beaucoup parler d'elle alors). Est notable la quasi-absence des « nouveaux philosophes pourtant ex-marxistes virulents » comme Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann. Jean-Marie Benoist est l'exception.

Le succès de cet appel largement diffusé, aidé par l'adjonction d'un bulletin d'adhésion, est immédiat : plusieurs centaines de personnes y répondent favorablement, souvent avec enthousiasme ; l'initiative allait clairement au-devant d'une attente diffuse et comblait une

lacune criante. Dans la foulée est donc organisée et convoquée une Assemblée générale des membres fondateurs, ouverte aux tout premiers adhérents, du coup cooptés; précédée d'une conférence de presse, elle se tient en fin de journée le 21 février à l'hôtel Lutetia – haut lieu de ce genre d'événement à Paris et donc pas n'importe où, sur la rive gauche, entre Montparnasse et Saint-Germain-des-Prés... Au cours de cette première manifestation publique est rappelée avec force l'indépendance politique totale du CIEL, et une résolution est votée, axée sur la défense des droits des intellectuels de l'Est-européen ainsi que sur l'aide à leur apporter, et appelant à la plus grande vigilance au sujet de l'application des accords de la conférence d'Helsinki. Il est décidé que de « larges assises pour les libertés » seront organisées avant l'été.

Avant de relater ce que fut la première « saison » de ce Comité, il faut observer à quel point son lancement spectaculaire venait à son heure en s'inscrivant dans le contexte d'une année 1978 à la fois pleine d'enjeux politiques immédiats (les législatives des 12 et 19 mars, remportées contre toute attente et contre l'Union de la gauche par le duo Giscard-Barre...) et porteuse en termes idéologiques. De toutes parts surviennent en effet presque simultanément des événements sans précédent battant eux aussi en brèche l'hégémonie du marxisme dans l'intelligentsia française: tandis que la revue libérale *Commentaire*, dirigée par deux membres du CIEL, Raymond Aron et Jean-Claude Casanova, fait paraître au printemps sa première livraison, François Furet publie son retentissant *Penser la Révolution* et Henri Lepage fait resurgir le libéralisme des oubliettes de l'histoire avec son remarqué *Demain le capitalisme* (mais les très libéraux « Nouveaux économistes », dont on commence à beaucoup parler, manquent à l'appel d'un CIEL peut-être à leurs yeux trop indifférent aux vertus du libre marché...).

Première saison (printemps 1978 – printemps 1981): contre le communisme international

Les premiers pas du CIEL dans la vie publique et intellectuelle de l'époque sont rapides et remarquables. Précédées et préparées par une réunion des adhérents parisiens le 9 mai, des premières Assises sont organisées les 22 et 23 juin sur trois demi-journées, à l'hôtel Sheraton. La première (après-midi du 22) est consacrée aux travaux de trois commissions dont les thématiques respectives illustrent parfaitement les préoccupations anti-totalitaires tous azimuts du Comité: « Défense des droits de l'homme » en Europe de l'Est, animée par François Fejtö; « Les intellectuels français face à l'esprit totalitaire », animée par Jean-François Revel; et « Terrorisme et projet totalitaire en Italie », animée par Philippe Sollers. Le lendemain, les résultats des travaux des commissions sont exposés en une séance plénière, suivie d'un vaste débat général où interviennent notamment Eugène Ionesco, Fernando Arrabal et Jean-Marie Domenach, et que clôt Raymond Aron, qui se plaît à souligner que



Juin 1978 au Sheraton

« cette réunion aurait été impossible voici quelques années ». Le succès de cette première grande manifestation publique est total. Il est confirmé par sa large couverture par la grande presse nationale et internationale. Constatant qu'ont réussi à harmoniser leurs propos des personnalités que jusqu'alors tout opposait, *Le Monde*

(27 juin) conclut ainsi sa longue relation bienveillante de l'événement: « Qu'un tel rapprochement soit possible annonce une singulière évolution des esprits. Les journées du CIEL exprimaient peut-être à cet égard des mutations définitives ». Plus féroce mais bluffé, *Le Nouvel Observateur* (3 juillet) préfère y voir, sous la plume de Jean-Paul Enthoven, « la contre-offensive d'une droite qui est loin d'être la plus bête du monde ».

Dès lors, lancé sous les meilleurs auspices, le CIEL adopte une active vitesse de croisière. En novembre, il prend part à l'appel « Un bateau pour le Viet-Nam » (Aron, Sartre, Glucksman...), tandis qu'une conférence-débat est organisée sur le thème « Alexandre Zinoviev [le grand dissident soviétique] et les intellectuels français ». Début 1979, une conférence de presse sur « La liberté passe par la possibilité de créer » est donnée avec la participation de Daniel Toscan du Plantier et Anatole Dauman. Puis, après qu'un « Conseil national » d'environ 80 membres (avec de notables nouveaux venus, par exemple Alain Besançon, Michel Drancourt, Eduardo Manet ou Roger Stéphane) a été élu pour parfaire l'organisation du Comité, est publié en avril, à l'occasion de la première élection au suffrage universel du Parlement européen, un manifeste « Pour l'Europe des Libertés » contresigné par près de mille personnes.

Il y est notamment déclaré :

« Réaffirmant la primauté de la culture sur la politique, de l'homme sur le pouvoir, de l'être individuel sur les collectifs, nous rappelons que les frontières nationales ne sauraient en rien devenir des limites culturelles. C'est l'idée même d'un espace libéral et culturel européen qui doit être aujourd'hui défendue contre le repli chauvin et la tentation xénophobe... ».

La présence du mot « libéral » mérite de retenir l'attention : elle fait écho à la suggestion alors venue de l'Élysée de parler de libéralisme—c'est l'époque où Giscard d'Estaing se fait le chantre du « libéralisme avancé »... Fin mai, intitulée « L'enseignant comme intellectuel », a

lieu à la Sorbonne une réunion préparatoire à un futur colloque sur le thème « Éducation et liberté » ; les interventions de Michel Crozier et Raymond Boudon y sont particulièrement remarquées.

À la rentrée 1979 paraît le premier numéro du bulletin « CIEL ». Mais c'est en fin d'année 1979 que le Comité fait à nouveau beaucoup parler de lui, avec la tenue de ses deuxièmes « Assises », les 7 et 8 décembre. Comme l'année précédente, elles se distribuent en trois thématiques traitées par autant de commissions : « La future conférence de Madrid et la défense des droits de l'homme en Europe » (Emmanuel Le Roy Ladurie) ; « Contre le monopole audiovisuel de l'État » (Raymond Aron et Hubert Astier) ; et « Différences et exclusions », en riposte au biologisme totalitaire de la « nouvelle droite » (Jean-Marie Domenach et Alain Laurent ; interventions de Jacques Ellul, Henri Atlan et Philippe Sollers). Et c'est à nouveau un « plateau » bénéficiant d'une assistance nourrie, largement couvert par la presse. Dans une tribune publiée au sein de la pleine page que *Le Figaro* du 10 décembre consacre à l'événement, Eugène Ionesco et Alain Ravaillac saisissent l'occasion pour réaffirmer en les affinant les fondamentaux « libéraux-libertaires » (une idée forte et montante du moment) du CIEL : « Le libéralisme politique... est la seule conception et la seule pratique compatible avec la dignité de la personne humaine. Car précisément la foi, la conviction, le désir doivent rester des apanages de l'individu. Et l'on sait où s'achève toujours l'exaltation du groupe et de sa puissance : à Dachau ou dans l'Archipel du Goulag [...] La réalité individuelle et singulière est le premier et le dernier mot, celui qu'il ne faut jamais perdre de vue, ni de mémoire. » – l'exacte antithèse du marxisme.

En janvier 1980, alors que le CIEL vient de quitter ses locaux vétustes et exigus du 112 boulevard Saint-Germain (VI^e) pour emménager dans ceux, plus spacieux et... lumineux, du 30 rue Saint-Dominique (VII^e), le pouvoir soviétique fait incarcérer Andreï Sakharov, la figure canonique de la dissidence de l'Est européen. La réplique... « céleste » vient aussitôt, sous forme d'un ensemble d'articles signés en particulier de Sollers et de Le Roy Ladurie dans *Le Figaro*, qui appellent (mais vainement) au boycott des Jeux Olympiques de Moscou.

Suite à la réflexion préparatoire de mai 1979, des « Journées nationales » sur le thème « Éducation et liberté » sont organisées les 14 et 15 juin 1980, toujours sur le même modèle trinitaire et sur le schéma un thème/une commission, que suit un vaste débat de synthèse. Présidée par Michel Crozier, une première commission (avec François Bourricaud, Michel Prigent, ...) traite du thème « Institutions et pluralisme » ; une deuxième (avec François Billetdoux, Roger Ikor, Alain Laurent, Philippe Nemo et le recteur Gérard Antoine...), placée sous la présidence de Jacques Ellul, s'interroge : « L'enseignant : un intellectuel ? » – par opposition à ceux qui veulent voir en lui un travailleur social ; et une troisième, animée par Jean-François Revel, s'intéresse à « Éducation et vérité », avec la participation d'Alain Besançon, de Jean-Marie Benoist et d'Emmanuel Le Roy Ladurie...

L'idée maîtresse en est que, rien moins qu'un travailleur social comme le veulent les syndicats gauchisants, l'enseignant doit être socialement revalorisé en étant considéré comme un « intellectuel au travail ». Et que la pédagomanie ou pédagogisme qui commence déjà à contaminer l'Éducation nationale est à combattre au titre d'une nouvelle extension du prisme idéologique marxisant. La conclusion que Philippe Sollers tire des débats est qu'« on tiendra donc pour un moindre mal, sans emphase particulière, la position qui fait de l'individu la plus grande valeur – et de l'esprit critique personnel la seule qualité de toute transmission du savoir » (ce qu'un certain... Edwy Plenel, qui commence à sévir dans *Le Monde* où il rend compte des débats le 17 juin, juge être « un hymne résolu à l'élitisme »!).

Retour, à la rentrée et en fin d'année 1980, aux préoccupations internationales. À l'approche de la Conférence de Madrid consacrée à la sécurité en Europe et, alors que l'URSS vient d'envahir l'Afghanistan, le CIEL lance un « Appel pressant » exigeant que soit tenu compte du fait que « le principe clef d'une détente réelle est la réciprocité. Dans tous les domaines ou presque, ce principe est bafoué par les Soviétiques avec un cynisme... désarmant. Leur conception est manifestement celle d'une détente à sens unique » – à dénoncer bien entendu. Parmi les signataires figurent encore de nouveaux venus : les philosophes Emmanuel Lévinas et René Girard, ou Edgar Morin – mais surtout d'ex-communistes comme Jean Ellenstein et Pierre Daix. On va retrouver ces derniers, avec le renfort remarqué d'André Bergeron (le très anticommuniste et historique secrétaire général du syndicat Force Ouvrière), à l'initiative d'un nouvel appel du CIEL (6 novembre) à plus fort retentissement encore : « Ne touchez pas à la Pologne » – ce pays étant depuis peu en proie à une crise aiguë du fait de la reprise en main musclée par le général Jaruzelski pour contrer le succès rencontré par Lech Walesa à la tête de Solidarnosc dans ses revendications de liberté contre le communisme.

Cet appel n'était qu'un prélude à l'organisation d'une spectaculaire manifestation de soutien aux Polonais révoltés, qui aura lieu au début de l'année suivante, le 23 février 1981. Ce soir-là, de 18 heures à minuit passé, le CIEL propose à la Mutualité un meeting à grand spectacle : « Six heures pour le Pologne ». En présence de représentants de « Solidarnosc » et d'intellectuels polonais, prennent la parole aussi bien Raymond Aron qu'André Bergeron, Jean Ellenstein que Jean d'Ormesson ou Maurice Duverger qu'Eugène Ionesco, tandis que, de temps en temps, une pléiade d'artistes interprète de la musique classique polonaise ou lit des textes des grands écrivains polonais. Dans la salle : plus d'un millier de personnes, parmi lesquelles Jacques Chérèque (CFDT), Jean-Claude Brialy ou Pierre Emmanuel. Le succès et le retentissement sont au rendez-vous. Mais ce sera le dernier acte de la première saison de ce comité devenu le « bottin de l'anti-communisme ». Car se profile l'élection présidentielle de mai 1981 qui verra l'élection de François Mitterrand – et le CIEL devenir le bottin de l'anti-« socialo-communisme ». Bien des changements s'en suivront.

Seconde saison (mai 1981 – fin 1986): contre le «socialo-communisme» intérieur

Sur une nouvelle suggestion de l'Élysée, où l'on pressent une réélection de Giscard d'Estaing de plus en plus incertaine, un texte non explicitement estampillé «CIEL» (mais personne ne s'y trompe!) intitulé «Aux hommes et femmes de liberté» est diffusé depuis la rue Saint-Dominique afin de soutenir «négativement» le candidat de la droite libérale en vue du second tour de la présidentielle. Argument majeur: «La volonté d'alliance du candidat socialiste avec le parti communiste créerait, s'il était élu, une situation redoutable pour le pays et pour la garantie de nos libertés.» Mais si quelques «grands noms» (Domenach, Le Roy Ladurie, Revel, Sollers...) du CIEL manquent alors à l'appel, tous reviennent au bercail lorsque peu après, cette fois-ci au nom du CIEL, un nouvel appel est lancé le 25 juin 1981: «La présence au gouvernement de membres du parti communiste... nous paraît moralement inacceptable et appelle à une grande vigilance». À cette occasion, et comme pour compenser certaines défections (Jacques Henric par exemple), de nouveaux noms font leur apparition parmi la centaine de signataires: les économistes libéraux Florin Aftalion et Pascal Salin, ou le général Méry, ancien chef d'état-major des armées.

Avec l'arrivée au pouvoir des socialistes alliés aux communistes, bien des choses changent pour le CIEL, et parfois du tout au tout. À commencer par le «nerf de la guerre», puisque le financement par les fonds secrets gouvernementaux cesse: des mois seront consacrés à la recherche de nouvelles ressources, finalement trouvées dans une substantielle subvention de la Ville de Paris (dont le maire est alors Jacques Chirac) et le «mécénat» d'entreprises privées. Jusqu'au début de 1982, le Comité est en veilleuse, il faut faire le décompte de ceux qui s'y reconnaissent encore, dans la mesure où parti est pris de l'entrée dans une opposition intellectuelle résolue au nouveau pouvoir. Cette vérification étant faite et s'avérant largement satisfaisante, le CIEL renaît pour ainsi dire de ses cendres, comme galvanisé par l'adversité de proximité, et se remet soudain à faire feu de tout bois. Trois initiatives se succèdent au cours du premier semestre 1982. Début février, un grand appel public intitulé «Parler clairement; agir» est lancé pour tenter d'enfoncer un coin entre les socialistes et les communistes, accusés de duplicité à cause de leur soutien à la politique impérialiste de l'URSS; pratiquement, toutes les signatures «historiques» du CIEL s'y retrouvent, avec le renfort des nouveaux venus dont, par exemple, Pierre Chaunu et Philippe Meyer. Puis, le 23 avril, sous la haute autorité morale de Raymond Aron, un grand meeting en forme de débat est organisé au Palais des Congrès sur le thème de la liberté dans l'audio-visuel et la libération des ondes. Enfin et surtout se tiennent les 11 et 12 juin les troisièmes Assises nationales. Elles sont précédées par une publicité en pleine page dans les grands quotidiens d'un texte titré «Une résistance intellectuelle», qui dénonce une «France malade d'idéologie» et appelle à «s'opposer à l'excès de la politique». Réitérant l'opposition à la

la lettre du CIEL

COMITÉ DES INTELLECTUELS POUR L'EUROPE DES LIBERTÉS

EDITORIAL

Quand on a eu raison avant les autres, il est indélicat de le ressasser, mais il n'y a pas lieu de s'en cacher. Que l'humilité n'aille pas jusqu'à l'amnésie...

Raison le CIEL ? Par son principe même, sa fondation. En 1978, les intellectuels en étaient encore volontiers aux mauvais délices de l'idéologie et de ses fils légitimes : le sectarisme et l'esprit d'excommunication. Dans la mesure même où le CIEL voulait affirmer, dans la fraternelle dissémination des sensibilités, la valeur indiscutable de la liberté, de la personne humaine individuelle et de l'autonomie de l'esprit, il a été "fusillé" par toutes sortes de partisans encore pleins de tendresse pour leur "mauvaise foi nécessaire". Aujourd'hui, à l'exception de quelques intellectuels demeurés marxistes et des tenants de la "nouvelle droite", qui conteste la prééminence réelle de ces valeurs ?

Quand le CIEL demandait qu'on appelle un chat un chat et l'URSS, selon l'expression de Le Roy Ladurie, le centre du totalitarisme mondial, appelant à une résistance non moins mondiale, il suscitait, outre la haine des compagnons de route, la moue dégoutée des équilibristes de la bonne conscience.

Quand le CIEL, sous le septennat précédent et de manière assez solitaire, menait campagne contre le monopole d'Etat des radios et télévisions, pour une éducation formant, non seulement des travailleurs et des spécialistes, mais des êtres désireux et capables de liberté et contre un "sociétisme" contraignant et décourageant pour la liberté et l'initiative personnelle, n'avait-il pas quelques bonnes coupées d'avance ?

Enfin, après le 10 mai, il a été naturellement le premier, avec Force Ouvrière, à dénoncer l'injustifiable participation au gouvernement de ministres membres du parti communiste ; en même temps, il a mis en lumière ce que ses Assises ont approfondi : l'inadaptation et les dangers d'une confusion à travers l'Etat de l'économie, de la culture et de l'organisation sociale ; l'aberration d'un pouvoir manichéen, assuré de représenter le célèbre et sinistre "sans de l'histoire" et fondant, sur cette certitude quasi métaphysique de lui-même, le discours et les comportements intolérants que l'on sait.

L'échec - ou l'horreur - est toujours au rendez-vous de l'utopie politique. L'horreur n'est pas, ne sera pas le cas français. L'échec, nous y sommes. Il n'y a pas lieu d'en tirer des feux d'artifices, mais de savoir enfin clairement les objectifs et les limites de la politique ; de vouloir et de préparer un demain de réconciliation lucide.

Cela va sans dire, mais redisons-le : le CIEL reste ouvert à tous ceux qui ont compris l'essentiel (qui est si simple). Son utilité est d'assurer encore, d'exprimer davantage la continuité intellectuelle qui est à son origine, non d'œuvrer à quelque revanche partisane.

Alain RAVENNES

SOMMAIRE

● Michel Crozier : l'expérience socialiste, p. 1, 2, 3.

● André Bergeron : les conditions de l'indépendance du syndicalisme, p. 3.

● Comprendre pour agir, p. 4 et 5.

● Alain Ravennes : rapport politique, p. 5 et 6.

● Revue de presse, p. 6.

● Jean-François Revel : l'Europe devant la menace totalitaire, p. 7 et 8.

● Alain Besançon : le cycle de l'erreur des dirigeants occidentaux, p. 8, 9, 10.

● Raymond Aron : conclusions, p. 11 et 12.

L'EXPERIENCE SOCIALISTE Rapport de Michel CROZIER

Ce n'est pas un thème que j'avais choisi tout à fait, bien que je me reconnaisse dans ce thème (...).

Il s'agissait de réfléchir sur l'expérience socialiste en tant qu'intellectuels et dans la perspective d'un mot qui était fort et qui fut défini : "résistance".

"Résistance intellectuelle" non pas de façon rigide, non pas sur des principes, mais résistance pour affirmer quelque chose qui est non pas nie, non pas dénié, mais menacé par l'expérience socialiste ou plutôt la dérive de l'expé-

rience socialiste. Nous avions un certain nombre de rapports qui tous développaient les problèmes posés par la dérive de l'expérience socialiste. Il ne s'agissait plus de discuter des principes, mais beaucoup plus des conséquences des principes. Dérive de l'expérience socialiste en ce qui concerne des objectifs dont un certain nombre de membres de la commission pensaient qu'il était important, non négociable, de plus de communications, de plus de démocratie dans l'entreprise, mais la façon dont l'ex-

périence est menée a pour conséquences une dérive et cette dérive est dangereuse pour cette démocratie même qu'on essaie de développer.

C'était le thème d'Anne KRIEGL. Bien sûr, nous avions un rapport sur les problèmes économiques, les transferts et les tutelles de Jean-Claude CASANOVA, nous avons discuté de la situation du judiciaire, de la dérive à partir de bonnes intentions, de la dérive possible du judiciaire avec François TERRE, et nous

présence de communistes au gouvernement, il s'en prend également aux projets sociétaux des socialistes : « L'intention de fondre plus ou moins en un même système l'économie, la vie sociale, culturelle, éducative et même associative, invite à réfléchir et à agir... ». Articulées sur le même modèle que les deux précédentes, ces nouvelles assises se distribuent d'abord en deux commissions travaillant en parallèle pendant la première journée :

«L'Europe devant la menace totalitaire», présidée par Jean-François Revel et, plus polémique, «Socialisme: l'expérience française», sous la présidence de Michel Crozier. Il est rendu compte de leurs débats le lendemain en deux sessions: «La menace totalitaire: comprendre et résister» (Alain Besançon, président de séance), puis «L'expérience socialiste/communiste: comprendre pour agir» (présidée par Raymond Aron). La liste, souvent prestigieuse, des intervenants souligne encore davantage l'arrivée de nouveaux sympathisants de ce «CIEL 2»: François-Georges Dreyfus, Annie Kriegel, les sociologues libéraux Francis Balle et François Bourricaud, le juriste François Terré, et André Bergeron. Après que l'acteur Michaël Lonsdale a fait une communication soulevant l'enthousiasme d'une très nombreuse assistance hostile à l'émergence d'un «collectivisme rampant». *Le Monde* intitule son compte rendu «Le CIEL se déclare... aronien». Raymond Aron tire cependant de ces journées une conclusion plutôt optimiste:

«Si nous avons du courage, si nous ne trouvons pas nécessaire de faire la cour aux nouveaux maîtres... ceux qui nous gouvernent, au fond d'eux-mêmes, pour la plupart, en dépit de leur vocabulaire, des démocrates, seront sensibles à notre volonté de liberté...»

Fin 1982, le rythme ne se ralentit pas. À la demande générale (en tout cas celle de ses très nombreux sympathisants et amis), le CIEL se dote enfin d'une véritable publication qui se substitue à son maigre bulletin, *La Lettre du CIEL*, paraissant sur une douzaine de pages et à périodicité trimestrielle approximative. Tiré à 3000 exemplaires, son premier numéro rend compte de manière assez exhaustive des assises du mois de juin et, jusqu'au deuxième trimestre 1986, sera suivi par une douzaine de livraisons. Presque simultanément est officialisée la tenue d'un «comité permanent» se réunissant en principe tous les quinze jours et composé d'une vingtaine de personnalités. En mai 1983, le Comité confirme et durcit son opposition au gouvernement socialo-communiste en prenant une part très active à la fronde contre le projet d'instauration d'un «service public laïc et unifié d'éducation», mettant de fait fin à l'existence d'un enseignement privé. Cette prise de position prend la forme d'un «Manifeste pour la liberté de l'enseignement», à nouveau publié sur une pleine page de publicité dans la presse nationale. Aux signataires habituels s'adjoignent par exemple les noms de Pierre Daninos, Sophie Desmarests, Maurice Druon, Françoise Fabian, Roger Gicquel (présentateur Tv vedette du moment), Emmanuel Krivine, Claude Lévi-Strauss (recrue majeure!), Michèle Morgan, Léon Poliakov, et Lino Ventura (autre recrue de choix). Au sujet du projet gouvernemental, il y est dit qu'«il reviendrait à poursuivre le rêve bureaucratique de l'unification des méthodes et des consciences qui a tant de fois paralysé la France. Ce serait renforcer encore un conformisme idéologique déjà entrepris au moyen des livres scolaires...». Son retentissement est tel que le Comité national d'action laïque (CNAL), principale courroie de transmission du parti socialiste dans le monde éducatif, riposte en prenant violemment le CIEL à partie: «Voilà une brochette d'intellectuels [cela

anticipe les pauvres saillies de Valaud-Belkacem contre les «pseudo-intellectuels» trente ans plus tard: on ne se refait pas!] parfaitement représentative de la bourgeoisie française et d'un certain arrivisme mondain (...). Le CIEL ne fait que rejoindre le peloton des réactionnaires politiques les plus acharnés à empêcher la paix scolaire...». Réponse du CIEL, ravi de cette polémique: «Cela rappelle les meilleurs éditoriaux de *L'Humanité!*». On se souvient que, sous la pression d'une opinion publique hostile, le gouvernement socialo-communiste devra finalement retirer ce projet.

À l'automne 1983, l'annonce d'un triste événement accable tous les membres du CIEL: le décès soudain de Raymond Aron, survenu le 17 octobre. Depuis la fondation du Comité, Aron en avait été de toutes les réunions et initiatives, toujours disponible et sur la brèche, prêt à répondre au moindre appel – et cela peut-être davantage encore que le président en titre, Eugène Ionesco. Un communiqué à la presse fait son éloge: «Raymond Aron, notre ami, est mort. Entre le CIEL et lui, c'était plus qu'une rencontre: un compagnonnage intime, une osmose, pour beaucoup, une filialité... Sa présence constante était notre soutien et notre joie. Elle reste notre fierté.» Parue peu après, *La Lettre du CIEL* consacre plusieurs de ses pages à lui rendre hommage en republiant certaines de ses plus marquantes interventions.

Même cruellement privé de son mentor, le CIEL continue de plus belle son combat pour la liberté, en organisant justement un dîner-débat le 27 mars 1984 sur le thème «La liberté: quitte ou double?» Après Ionesco («La liberté fait-elle horreur?») et Sollers («La liberté en voyage»), l'un des intervenants les plus remarquables est Patrick Poivre d'Arvor qui défend vigoureusement la liberté d'informer contre les intrusions du pouvoir (socialiste). Mais les contributions énergiques du général Méry («La liberté, oui, mais ça se défend!») et du président de l'ALEPS, Jacques Gareilo («La liberté, premier levier de l'efficacité économique») ne passent pas non plus inaperçues. Dans la foulée est publié fin juin un manifeste détonnant en faveur de «la liberté d'information» taclant «le contrôle gouvernemental qui passe aujourd'hui toute mesure et crève littéralement les yeux» et réclame que l'État cesse de «légiférer la liberté d'informer et d'être informé». Petit événement significatif à cette occasion: *Le Monde* met un terme à sa bienveillance envers le Comité en critiquant le fait que ce manifeste s'inscrive pleinement dans «la campagne de l'opposition en faveur d'une libéralisation totale des moyens d'information en France» et «une pensée libérale pure». Dans le groupe de presse de la rue des Italiens, le quotidien du soir, n'est pas seul à toujours plus exercer sa vigilance contre le CIEL: le très gauchisant *Monde diplomatique* prend le relais en mai 1985 en accusant bien sûr le Comité de faire preuve d'un anticommunisme militant et en relevant que *La Lettre du CIEL* est imprimée dans une entreprise appartenant à la secte Moon. Ce qui résultait d'un pur hasard et n'était pas connu en tant que tel des responsables du CIEL devient aux yeux du bréviaire de l'inquisition procommuniste la preuve d'un crime contre l'humanité.

À compter de la rentrée 1984, l'activité du CIEL aurait pu, vue de l'extérieur, paraître se ralentir : ni manifeste, ni réunion publique, et seulement une modeste *Lettre du CIEL* réduite à quatre pages. Mais en réalité tous les efforts étaient mobilisés pour la préparation d'un colloque de très haute tenue intellectuelle intitulé « L'individu? », consacré, à l'initiative d'Alain Laurent – qui allait publier *De l'individualisme* –, à l'individualisme devenu alors le thème de prédilection des débats publics (on ne parlait plus à l'époque que de « retour de l'individu »!). Le 27 avril 1985 se déroula donc à la Maison de la Chimie ce colloque où individu et individualisme furent questionnés et exaltés par la plus brillante brochette d'intellectuels qu'on puisse imaginer : outre Philippe Sollers, toujours présent aux manifestations du CIEL, les philosophes Henri Arvon, Alain Finkielkraut (déjà!) et Emmanuel Lévinas, les sociologues Michel Crozier et Évelyne Sullerot, l'helléniste Jacqueline de Romilly, l'écologiste Brice Lalonde, M^{gr} Defois (recteur de l'université catholique de Lyon), les économistes Pierre Lemieux et Pascal Salin, le juriste Jean-Marc Varaut. Et, en invité d'honneur... Jacques Chirac – dont la présence était contrebalancée par celle du sociologue Alain Touraine pour faire droit à un pluralisme idéologique que le Comité mettait un point d'honneur à célébrer et respecter dans ses prises de positions publiques.

Parmi toutes ces interventions prononcées devant une salle comble, les plus marquantes furent peut-être celle de Jacqueline de Romilly qui regretta une contradiction dans le domaine éducatif :

« Trop d'individualisme dans les débuts, où il ne mène à rien, et pas assez dans la suite, où il pourrait vraiment laisser les êtres s'épanouir au gré de l'émulation et de la différenciation. Le bon individualisme, dont on sent aujourd'hui percer le désir, consisterait dans un mouvement exactement inverse. Aux plus jeunes, la discipline et l'effort... L'individualisme doit s'épanouir à mesure que se forme l'individu lui-même ».

Et celle de Sollers se référant au théologien médiéval Duns Scott :

« L'ultime réalité, c'était l'individu ; ce n'est pas seulement quelque chose qu'il faudrait découvrir dans l'amour : c'est la réalité elle-même. C'est le seul réel. C'est la pointe ultime du réel. »

Mais ce fut là pour le CIEL comme le chant du cygne. Après que, à l'automne suivant, *La lettre du CIEL* a amplement rendu compte de cette éclatante journée, plus rien de notable ne se passa. Durant le premier semestre 1986, les réunions du Comité permanent eurent encore lieu à leur rythme habituel, sans que toutefois elles aillent au-delà de simples échanges de vue entre participants, moins assidus et moins nombreux il est vrai. En octobre 1986 parut la dernière *Lettre du CIEL*, avec un n° 12 de 16 pages presque exclusivement rédigées par Alain Ravennes lui-même. Et puis le silence se fit, à peine rompu par deux très confidentielles réunions intervenues au cours de l'année 1987...

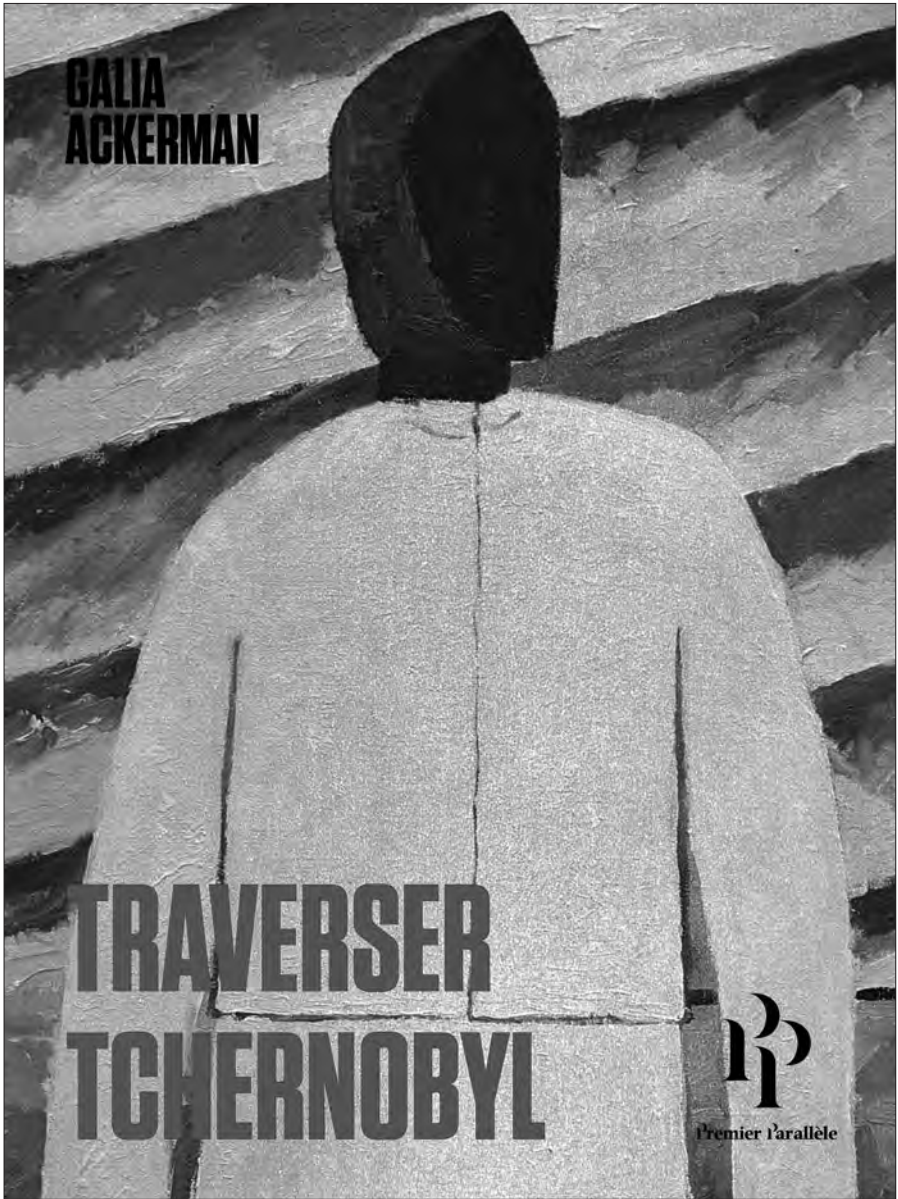
La question qui se pose est évidente: pourquoi une telle fin, en forme de mort lente, sans autodissolution formelle ni crise interne (le noyau dur des grands noms de la première heure a tenu jusqu'au bout!), et sans d'ailleurs qu'alors pratiquement personne ne s'en avise ou la déplore? C'est que, d'une certaine manière, pour le CIEL, la mission est accomplie – sans toutefois qu'il faille surestimer son rôle, qui fut plus celui d'un témoin et d'une caisse de résonance que d'un acteur. Pour l'essentiel en effet, en 1986, le péril communiste a disparu et le contexte tant international que national a totalement changé au regard du moment de sa naissance, début 1978. Hors de France et sous les coups de boutoir du président Reagan, l'URSS amorce son déclin, marqué par l'accession au pouvoir de Gorbatchev en mars 1985 et bientôt l'entrée dans l'ère de la «perestroïka». En France, l'imminence du danger socialo-communiste a disparu. Il n'y a plus de ministres communistes au gouvernement, le PCF est électoralement au début de sa chute libre (moins de 10 % aux législatives de 1986), et les socialistes enregistrent une nette défaite lors de ces mêmes élections, qui se traduisent par l'accès de Chirac au poste de Premier ministre de cohabitation avec Mitterrand. Pourquoi et comment continuer à mobiliser les intellectuels dans ces conditions, d'autant plus que sur le plan des idées la donne a changé du tout au tout?

À compter de 1984-1985, ce sont, en concomitance avec la célébration du «retour de l'individu» et l'expérience Thatcher aidant, le regain d'intérêt pour le libéralisme et la critique de l'étatisme qui font l'actualité (sur ce point, il faut cependant se défaire de l'idée d'un CIEL tout uniment converti à la pensée libérale, du moins en économie: Alain Ravennes se réclame d'un souverainisme gaullien plutôt dirigiste, et, loin d'être isolé, un fidèle des fidèles comme Jean-Marie Domenach ne veut pas entendre parler de «free market»!). Bref, le marxisme comme idéologie dominante et menaçante a fait son temps, du moins de manière visible – et du coup aussi le CIEL. Mais parmi les facteurs qui ont provoqué cette fin en «eau de boudin», sans doute faut-il compter ce qui revient à la personnalité de son fondateur et animateur, Alain Ravennes – sans laquelle rien n'aurait été possible. Doué d'un exceptionnel talent d'organisateur et d'un entêtement peu commun, des problèmes de santé persistants (il sera plus tard l'une des premières victimes du sida) l'ont rendu de plus en plus souvent indisponible à partir justement de 1984-1985. Et cela se ressentait aussi dans sa manière d'être, devenue fantasque et parfois imprévisible jusqu'à en être déroutante. Contrairement aux apparences, le CIEL ne fonctionnait pas vraiment sur un mode collégial et, dès lors que celui sur lequel tout reposait depuis le début fut défaillant, tout l'édifice savamment construit a vacillé...

Reste qu'on peut se demander si, trente ans après, une pareille entreprise intellectuelle serait encore possible. Qu'elle soit à nouveau hautement nécessaire est peu discutable du point de vue de ceux pour qui prime avant tout la défense de la liberté individuelle. Face aux périls que font courir à l'Europe l'islamisation rampante et les agressions de l'État islamique, face à la résurgence de nationalismes autocratiques et impérialistes (dont le régime

de Poutine est un bon exemple), face aussi à l'appui d'une « cinquième colonne » (française « de souche » autant qu'allogène, il faut le noter) fort active sur notre sol, face enfin aux menées idéologiques agissantes des partisans de la destruction de l'école républicaine et de l'instauration d'une justice « bienveillante », la mobilisation organisée des esprits libres et anti-totalitaires paraît devoir à nouveau s'imposer. Mais ce ne pourrait être que sous la forme d'un nouveau « CIEL » (bien que cette dénomination conserve plus que jamais toute sa pertinence, une autre pourrait être à inventer) à format plus réduit, au moins initialement. Car, et ce n'est pas limitatif puisqu'il faut aussi compter avec de fortes divergences sur le devenir institutionnel de l'Europe, il n'y a pas consensus entre ceux qui veulent combattre l'islamisme mais adorent ou excusent Poutine et ses semblables, et ceux qui se dressent contre le national-populisme mais dénoncent une prétendue « islamophobie ». Or l'antitotalitarisme ne se partage pas – même si, bien entendu, et ne serait-ce que par réalisme, il faut hiérarchiser les adversités...

VIENT DE PARAÎTRE



Galia Ackerman, *Traverser Tchernobyl*
Éd. Premier Parallèle, mars 2016, 236 pages

«Les voyages et les rencontres liés à Tchernobyl appartiennent aux moments les plus intenses de ma vie. Les partager est pour moi un devoir et une délivrance.»